

«Bologne» à la sauce suisse: réforme universitaire au rabais

Marcelo Kohen, professeur de droit international et ancien directeur de la licence en relations internationales à l'IUHEI, s'inquiète de l'interprétation qui est faite en Suisse de la Déclaration de Bologne sur les études universitaires.

La «Déclaration de Bologne», instrument juridique non contraignant adopté par 29 ministres européens de l'Education, a pour but d'harmoniser l'enseignement universitaire européen et de favoriser la mobilité durant et après les études. Les études seront axées autour de trois diplômes: un premier cycle de trois ans (désigné en Suisse par le terme anglo-saxon «Bachelor» ou «BA»), un deuxième de deux ans (le mastère ou «MA») et le troisième le doctorat.

Les recteurs et chefs des départements de l'instruction publique des cantons universitaires, tout comme les autorités fédérales, se sont alignés derrière la conception selon laquelle le diplôme naturel de sortie universitaire sera le MA, comme l'est la licence aujourd'hui. Pour la plupart de ces autorités, les raisons d'une telle position sont de nature économique, liées au financement des études. C'est négliger l'essentiel lorsque l'on parle d'enseignement, à savoir les aspects académiques et pédagogiques.

L'idée selon laquelle l'énorme majorité d'étudiants souhaitera achever ses études universitaires avec le MA n'est fondée sur aucune étude sérieuse. En fait, il n'y a pas d'étude du tout. C'est une simple pétition de principe.

La conséquence sera que le BA n'aura pas la valeur de l'actuelle licence et que le mastère vaudra moins que le DEA (premier diplôme de postgrade) délivré aujourd'hui. Conclusion: ce sont les deux diplômes qui seront revus à la baisse. Dans cette conception, le seul véritable diplôme de postgrade sera le doctorat.

A force de vouloir être plus européen que quiconque, la Suisse est en train d'isoler son milieu universitaire. En effet, cette conception du BA-MA-doctorat n'est ni celle qui ressort de la Déclaration de Bologne ni celle adoptée par la plupart de nos voisins. La Déclaration, en effet, évoque «l'adoption d'un système qui se fonde essentiellement sur deux cursus, avant et après la licence» et précise: «L'accès au deuxième cursus nécessitera d'avoir achevé le premier cursus, d'une durée minimale de trois ans. Les diplômes délivrés au terme du premier cursus correspondront à un niveau de qualification approprié pour l'insertion sur le marché du travail européen. Le second cursus devrait conduire au mastère et/ ou au doctorat comme dans beaucoup de pays européens.» En France, par exemple, le système est conçu – et même appelé – Licence-Mastère-Doctorat, la licence restant le diplôme général de sortie universitaire.

On peut se demander comment les mastères suisses deviendront attrayants pour les étudiants européens – et le reste du monde – s'ils sont perçus comme l'équivalent de la licence actuelle ou en tout cas pas comme un véritable diplôme de postgrade.

«Bologne, c'est mauvais, mais il faudra l'appliquer» est une formule qui est devenue un lieu commun dans les milieux universitaires. Ce fatalisme n'a aucune justification. La formule est d'ailleurs exagérée. Une plus grande compatibilité et comparabilité entre les différents systèmes d'enseignement supérieur européens sont certainement souhaitables et possibles. Des pas très importants ont déjà été franchis pour surmonter les obstacles à la mobilité universitaire, dans le cadre des diplômes existants. La question principale reste cependant celle des contenus et objectifs que l'on souhaite pour l'enseignement universitaire.

La plupart des universités européennes traînent les pieds dans la mise en œuvre de la Déclaration de Bologne. C'est qu'il n'y a pas eu un véritable débat sur les objectifs de chacun des trois cycles. Les marges d'interprétation de la Déclaration sont au demeurant assez larges. On peut ainsi concevoir des licences plus courtes que les actuelles avec des mastères qui deviendront plus spécialisés. Se dépêcher pour appliquer la pire des interprétations n'est certainement pas le meilleur chemin.

Le Temps, Genève, 17 septembre 2003